

Document 1 : La politique budgétaire : efficace ?

L'équivalence Ricardo-Barro critique l'efficacité de la politique de relance budgétaire puisque celle-ci n'aurait pas d'utilité du fait d'une « compensation ». En effet une politique de relance budgétaire a pour but la hausse du PIB (et par là même, une baisse du chômage) et les moyens mis en place sont la hausse des dépenses publiques (hausse des prestations sociales, hausse de l'investissement public...) afin de relancer la demande (des consommateurs). Or les agents (ici les consommateurs) vont anticiper le fait que cette hausse des dépenses s'accompagnant d'un déficit public, se traduira par une hausse future des impôts (pour réduire le déficit). Comme ils font cette anticipation, ils ne vont pas plus consommer mais ils vont épargner pour payer les impôts « de demain ». Ainsi la consommation n'augmente pas (alors qu'il y a bien eu un déficit budgétaire), la production n'augmentera pas non plus ! L'effet d'une telle politique serait donc nul car le PIB ne connaîtra pas de hausse...

Document 2 : conjoncture de la France

NB : il ne faut mélanger pas tous les schémas pour en faire une lecture cohérente d'autant plus qu'il s'agit ici de politique conjoncturelle c'est-à-dire de politique à court et moyen terme... Ainsi il faut comparer la conjoncture de la France en 1975 et 1976 ainsi que les conjonctures de 2008 et 2010.

	PIB	Chômage	Inflation	Solde extérieur
Relance Chirac	+	0	-	-
Relance Sarkozy	+	-	0	0

Une politique de relance est une politique dont la paire d'objectif est celle du PIB/ chômage (hausse du PIB pour réduire le chômage).

Une politique est efficace si les moyens mis en place permettent de répondre aux buts fixés.

- Pour la « relance Chirac », on note que le taux de variation du PIB a fortement augmenté de 1975 à 1976 c'est-à-dire que le PIB a baissé de 1% en 1975 alors qu'il augmentait de 4.2% en 1976. Au regard de cet agrégat, la relance a été efficace. Toutefois, elle ne s'est pas accompagnée d'une réduction du chômage (le taux de chômage était de 3.2% en 1975 contre 3.4% en 1976) mais elle s'est traduite par une aggravation du solde extérieur (d'un excédent de 0.7% du PIB en 1975, la France a enregistré un déficit extérieur de 1% du PIB en 1976). L'inflation s'est maintenue à un niveau élevé.
- Pour la « relance Sarkozy », on note que le taux de variation du PIB a augmenté puisque le PIB augmentait de 0.5% en 2008 contre une augmentation de 1.8% en 2010. La relance semble avoir été efficace sur ce point. En revanche, le taux de chômage s'est accru passant de 7.1% à 8.7%, mettant en cause l'efficacité de cette politique. Il est à noter que l'inflation est restée modérée car la politique monétaire ne relève pas du gouvernement français mais de la BCE.